
PROJET DE CREATION DE 6 BOXES SUPPLEMENTAIRES ET LA RENOVATION DE L'INFIRMERIE – BASE CYNOTECHNIQUE DE LA DISP DE TOULOUSE A MURET – 31600 – MURET



MAITRISE D'OUVRAGE

DISP DE TOULOUSE

Boulevard Armand Duportal – CS 81501

31015 – TOULOUSE – Cedex 6

ARCHITECTE MANDATAIRE

AWAW

36 allée de Barcelone

31000 – TOULOUSE

Tel : 06 45 81 55 99

Portable : 06 45 81 55 99

Email : contact@awaw.archi

Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) Lot N°00 PRESCRIPTIONS GENERALES COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT

PRO – Ind 0 – Novembre 2025 – 17/11/2025

Réf : P2519 – Rédigé par TH

SOMMAIRE DU LOT

PRESCRIPTIONS GENERALES COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT.....	4
00-0 DESCRIPTION ET INTERVENANTS DE L'OPERATION	4
00-0-1 Objet et description de l'opération.....	4
00-0-2 Liste des lots	4
00-0-3 Maîtrise d'Ouvrage.....	4
00-0-4 Maîtrise d'Oeuvre	4
00-0-5 Ordonnancement, Pilotage et Coordination de chantier.....	5
00-0-6 Bureau de contrôle et mission.....	5
00-0-7 Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé.....	5
00-1 HYPOTHESES D'ETUDES DE L'OPERATION.....	6
00-1-1 Intervention en site occupé	6
00-1-2 Environnement et classement du projet.....	6
00-1-3 Zone sismique	7
00-1-4 Étude de sol.....	7
00-1-5 Documents graphiques	7
00-2 CADRE JURIDIQUE, FINANCIER, REGLEMENTAIRE	7
00-2-1 Note concernant le CCTP	7
00-2-2 Objet du CCTP - Connaissance des travaux.....	8
00-2-3 Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).....	8
00-2-4 Caractère forfaitaire de l'offre de l'entreprise	9
00-2-5 Étude d'Exécution à la charge des entreprises.....	9
00-2-6 Gestion des visas.....	10
00-2-7 Gestion des sous-traitants pour chaque corps d'état.....	10
00-2-8 Observations préliminaires	11
00-2-9 Connaissances des plans et du dossier complet.....	12
00-2-10 Marques commerciales	12
00-2-11 Mesures quantitatives.....	12
00-2-12 Établissement des prix.....	12
00-2-13 Travaux supplémentaires	13
00-2-14 Offres.....	13
00-2-15 Réunions de chantier	13
00-2-16 Assurances.....	13
00-2-17 Qualifications professionnelles.....	13
00-3 CONTENU DES PRIX DES ENTREPRISES.....	13
00-3-1 Reconnaissance des lieux	13
00-3-2 État des lieux - Constat d'huissier.....	14
00-3-3 Réception des lieux.....	14
00-3-4 Visite sur site obligatoire	14
00-3-5 Réseaux existants.....	14
00-3-6 Rapport avec les administrations et services concessionnaires.....	15
00-3-7 Implantation - Traits de niveau.....	15
00-3-8 Échantillons - Fiches produits.....	16
00-3-9 Démolition pour défaut de réalisation	17
00-3-10 Réservations, percements, prises, calfeutrement et scellements.....	17
00-3-11 Échafaudages - Accès en hauteur - Moyens de levage	18
00-3-12 Coordination entre les corps d'état.....	18
00-4 DOCUMENTS TECHNIQUES DE RÉFÉRENCE.....	19
00-4-1 Documents techniques de référence.....	19
00-4-2 Règles générales.....	20
00-4-3 Normes - DTU - Procès Verbaux - Avis Techniques.....	20
00-4-4 Règles de l'art.....	21

00-5 ÉLÉMENTS À FOURNIR PAR L'ENTREPRISE.....	21
00-5-1 Période de préparation	21
00-5-2 Avant exécution des travaux.....	22
00-5-3 En cours de travaux	22
00-5-4 Opération préalable à la réception (OPR).....	22
00-5-5 Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE)	23
00-6 CONDITIONS D'EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	24
00-6-1 Déroulement du chantier.....	24
00-6-2 Installation de chantier	24
00-6-3 Fermeture de chantier	26
00-6-4 Fluides - Accès chantier.....	26
00-6-5 Prise de côtes.....	27
00-6-6 Manutention.....	27
00-6-7 Approvisionnement.....	27
00-6-8 Protection de la santé.....	28
00-6-9 Protection des ouvrages	28
00-6-10 Réception des supports des différents ouvrages.....	28
00-6-11 Tolérances.....	29
00-6-12 Essais et contrôles des ouvrages	29
00-6-13 Contrôle et essais des matériaux.....	30
00-6-14 Contrôle technique des ouvrages (COPREC)	30
00-7 NETTOYAGE ET GESTION DES DECHETS DE CHANTIER.....	31
00-7-1 Nettoyage	31
00-7-2 Gestion des déchets de chantier	31

PRESCRIPTIONS GENERALES COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT

00-0 DESCRIPTION ET INTERVENANTS DE L'OPERATION

00-0-1 Objet et description de l'opération

Le présent dossier a pour objet les travaux de PROJET DE CREATION DE 6 BOXES SUPPLEMENTAIRES ET LA RENOVATION DE L'INFIRMERIE - BASE CYNOTECHNIQUE DE LA DISP DE TOULOUSE A MURET

Le projet consiste :

- La création de boxes supplémentaires avec des courettes attenantes
- L'adaptation des réseaux et aménagements extérieurs suite à la création de ces boxes
- La rénovation de l'infirmerie existante

00-0-2 Liste des lots

La liste des lots sera la suivante :

Lot N°01A TERRASSEMENTS - VRD - ESPACES VERTS - GROS-OEUVRE - ENDUIT

Lot N°02 METALLERIE - SERRURERIE - COUVERTURE

Lot N°03 DOUBLAGES - CLOISONS - PLAFONDS - MENUISERIES INTERIEURES

Lot N°04 CARRELAGES - NETTOYAGE

Lot N°05 ELECTRICITE - CHAUFFAGE - VENTILATION - PLOMBERIE

00-0-3 Maîtrise d'Ouvrage

La maîtrise d'ouvrage est composée :

- Maîtrise d'Ouvrage :

DISP DE TOULOUSE

Boulevard Armand Duportal - CS 81501

31015 - TOULOUSE - Cedex 6

00-0-4 Maîtrise d'Oeuvre

La maîtrise d'œuvre est composée :

ARCHITECTE MANDATAIRE

AWAW

36 allée de Barcelone

31000 - TOULOUSE

Tel : 06 45 81 55 99

Email : contact@awaw.archi

ECONOMISTE DE LA CONSTRUCTION

TEOH

31 route de Paris

31140 - AUCAMVILLE

Tel : 06 31 77 91 88

Email : t.hubert@teoh-eco.fr

BET TCE

TECHNISPHERE

Place Paul Riché

31200 - TOULOUSE

Tel : 06 62 88 22 95

Email : jordan.vidaillac@technisphere.fr

00-0-5 Ordonnancement, Pilotage et Coordination de chantier

L'ordonnancement, pilotage et coordination de chantier sera géré par :

L'agence d'architecture :

ARCHITECTE MANDATAIRE

AWAW

36 allée de Barcelone

31000 - TOULOUSE

Tel : 06 45 81 55 99

Email : contact@awaw.archi

L'ordonnancement, la coordination et le pilotage du chantier [OPC] ont respectivement pour objet :

- D'analyser les tâches élémentaires portant sur les études d'exécution et les travaux, de déterminer leurs enchaînements ainsi que leur chemin critique par des documents graphiques.
- D'harmoniser dans le temps et dans l'espace les actions des différents intervenants au stade des travaux.
- Au stade des travaux et jusqu'à la levée des réserves dans les délais impartis dans le ou les contrats de travaux, de mettre en application les diverses mesures d'organisation arrêtées au titre de l'ordonnancement et de la coordination.

(Source : Décret n° 93-1268 du 29 novembre 1993 <http://www.marche-public.fr/Marches-publics/Textes/Decrets/Decret_no_1993-1268_Missions_MO.htm> relatif aux missions de maîtrise d'œuvre confiées par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé, Art. 10).

00-0-6 Bureau de contrôle et mission

Le bureau de contrôle est :

BUREAU DE CONTROLE

DEKRA - Frédéric LACROIX

-

Tel : 06 12 27 57 30

Email : frederic.lacroix@dekra.com

Missions suivant indications sur le RICT

00-0-7 Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé

Le coordonnateur sécurité et protection de la santé est :

COORDONNATEUR SPS

ELYFEC - Jose DOMINGUES

-

Tel : 06 76 48 46 33

Email : jose.domingues@elyfec.fr

Conformément à la loi 93.1418 du 31 décembre 1994, le Maître d'Ouvrage a désigné un COORDONNATEUR S.P.S chargé de veiller à ce que les principes généraux de préventions, d'hygiène et de sécurité des conditions de travail soient respectées. Le

coordonnateur sera rémunéré directement par le Maître d'Ouvrage.

Toutes les entreprises ainsi que les éventuels sous-traitants, s'engagent à fournir au COORDONNATEUR S.P.S toutes les informations et renseignements visant à lui permettre d'accomplir sa mission.

La coordination de la sécurité et de la protection de la santé relève du Code du travail (articles R. 4532-1 à R. 4532-76). Elle s'applique à tout chantier clos et indépendant de bâtiment ou de génie civil où interviennent plusieurs entreprises ou travailleurs indépendants, y compris sous-traitants.

Cette réglementation classe les opérations de BTP en 3 catégories <<http://www.inrs.fr/accueil/secteurs/btp/coordination-sps/reglementation.html>>, selon leur importance.

- Catégorie 1 : opérations de plus de 10 000 hommes x jour (soit plus de 80 000 h ou environ 4 M €) avec au moins 10 entreprises pour les opérations de bâtiment ou 5 pour les opérations de génie civil
- Catégorie 2 : opérations de plus de 500 hommes x jour (soit 4 000 h ou environ 300 000 €) ou chantier de 30 jours avec un effectif en pointe supérieur à 20 salariés et hors catégorie 1
- Catégorie 3 : autres opérations

Rappelons que les travaux ou chantiers non clos et indépendants réalisés dans un établissement en activité donnent lieu à un plan de prévention (l'intervention d'entreprises extérieures <http://www.inrs.fr/accueil/produits/medias/medias/publications.html?refINRS=ED_941> selon les articles R. 4511-1 à R. 4514-10 du Code du travail).

00-1 HYPOTHESES D'ETUDES DE L'OPERATION

00-1-1 Intervention en site occupé

Le présent projet se fera en site occupé suivant CCAP, PGCSPS et phasage des travaux.

Les différentes entreprises devront prévoir forfaitairement l'ensemble des incidences et contraintes liées à leur lot et la gestion complète du chantier, aucune plus-value ne sera tolérée après la remise des offres.

00-1-2 Environnement et classement du projet

Environnement et classement du projet :

- Situation géographique :
 - Altitude moyenne < 200 m
 - Distance de la mer > 20 km
 - Situation particulière : néant à notre connaissance
- Zone climatique :
 - H2c
- Risques liés à l'environnement : **éléments à confirmer avec le bureau de contrôle**
 - Atmosphère agressive : non
 - Zone inondable : non
 - Risque d'éboulement / glissement de terrain : non
 - Risque de modification importante de l'équilibre hydrogéologique : non
 - Présence d'avoisinant : oui
 - Présence d'existant : oui
 - Risques termites : oui
- Climatologie :
 - Vent : Suivant Eurocodes
 - Neige : Suivant Eurocodes

00-1-3 Zone sismique

La zone sismique du projet est la suivante :

Zone de sismicité : 1
Catégorie d'importance : IV - Bâtiments abritant des moyens de secours, de défense, de communications, de contrôle aérien, les bâtiments de santé de courte durée.

00-1-4 Étude de sol

Étude de sol joint au présent dossier.

00-1-5 Documents graphiques

Documents graphiques du dossier suivant listing.

00-2 CADRE JURIDIQUE, FINANCIER, REGLEMENTAIRE

00-2-1 Note concernant le CCTP

Le présent C.C.T.P. constitue le document contractuel technique. Les entrepreneurs ne pourront arguer d'un manque de concordance entre plans et C.C.T.P., d'une imprécision dans la description ou la figuration des ouvrages pour ne pas exécuter le travail dans les règles de l'Art. Ils se complètent tous.

Tous les matériels décrits dans les C.C.T.P. s'entendent fournis et posés par les Entreprises. Celles-ci seront responsables de l'ensemble des prestations qu'elles doivent livrer en parfait état d'achèvement et de fonctionnement dans les règles de l'art et de la coordination des sous-traitants.

L'offre de prix tiendra compte, sans que l'énoncé ci-dessous soit limitatif, des plus-values nécessitées par :

- Les difficultés d'approvisionnement et de mise en œuvre.
- Les frais d'échafaudage, d'étalement, d'épuisement d'eau.
- Les moyens de levage ou de mise en œuvre des ouvrages.
- Les frais de transports, de livraison.
- Les protections des surfaces et des ouvrages réalisés.
- les prises de mesures et de relevés de l'existant ou en cours de chantier.
- La fermeture et l'entretien des clôtures rendues étanches en permanence.
- La protection des surfaces.
- Les nettoyages et enlèvements des gravois après chaque intervention,
- Ainsi que la protection des personnels et des publics.

L'ensemble des prescriptions prévues aux documents contractuels concerne notamment la participation des Entrepreneurs à la préparation de l'exécution, l'organisation matérielle et collective du chantier et les obligations diverses des Entrepreneurs prévues par les documents, notamment en ce qui concerne les règles de sécurité.

Les analyses ou essais prévus dans le D. T .U. seront toujours à la charge des Entrepreneurs, de même que l'ensemble des échantillons et maquettes qui seront réclamés par le Maître d'Oeuvre afin de permettre le choix des produits, matériaux, coloris à fournir au début de la période de préparation, ou en temps nécessaire au parfait approvisionnement du chantier sur demande des Entreprises.

Tous matériaux et produits sont à soumettre aux maîtres d'oeuvre pour validation des matériaux et finitions selon la gamme du fabricant.

Les essais complémentaires demandés par le Maître d'Oeuvre seront également à la charge des Entreprises si les résultats ne sont pas conformes aux prescriptions du marché.

00-2-2 Objet du CCTP - Connaissance des travaux

Objet du CCTP :

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières a pour objet la définition des travaux nécessaires à la réalisation des ouvrages tels qu'ils sont prévus aux plans. Il forme un tout ayant pour but de faire connaître l'importance des ouvrages et fournitures, les conditions de mise en œuvre et le mode de bâtir, compte tenu des plans généraux et de détails fournis par la Maîtrise d'Oeuvre.

En raison du caractère forfaitaire du marché, il est précisé que les propositions souscrites tiendront compte de tous les travaux nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels qu'ils sont prévus aux plans et aux diverses pièces du dossier, étant entendu que l'entrepreneur devra prendre connaissance de l'ensemble des pièces et assurer le complet achèvement des ouvrages, conformément aux règles de l'art et de la bonne construction.

En conséquence, l'entrepreneur devra se rendre compte des travaux à effectuer, de leur importance, de leur nature, de la disposition des lieux et conditions d'exécution. Il aura incorporé dans son prix global tous les travaux indispensables, étant compris qu'il suppléera par ses connaissances professionnelles aux détails qui pourraient être omis.

Il ne pourra se prévaloir après le dépôt de son offre, d'erreurs ou d'omissions aux plans et aux textes du C.C.T.P.

Aucune plus-value ne sera admise, seuls seront compris comme travaux en plus, ceux qui auront fait l'objet d'un ordre de service préalablement chiffré, vérifié et signé par le Maître d'Oeuvre, contresigné par le Maître d'Ouvrage, accord et exécution. Il ne sera réglé aucun travail supplémentaire en dehors de cette clause.

Connaissance des travaux :

La nomenclature des travaux, leurs particularités et leurs descriptions ont été analysées avec le plus grand soin possible dans le présent CCTP (Cahier des Clauses Techniques Particulières).

L'entrepreneur est tenu d'en prendre connaissance dans sa totalité et ne pourra se prévaloir d'une non connaissance des travaux confiés à son corps d'état ou aux corps d'état en liaison avec le sien.

De même, l'entrepreneur est tenu de consulter les plans et les détails, fournis à l'appui du présent descriptif, il ne pourra jamais prétendre les avoir ignorés.

L'entrepreneur est tenu de procéder à une vérification approfondie des documents qui lui seront remis en vue de l'établissement de son prix forfaitaire et de signaler le cas échéant à la maîtrise d'œuvre, les erreurs, contradictions ou omissions qu'il pourrait constater et ceci pendant la période d'étude de sa proposition, en tout état de cause, jamais après la remise de celle-ci.

En cas de désaccord, la modification serait inscrite en fin de devis de l'entrepreneur lors de la remise de son offre.

00-2-3 Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)

Les entreprises devront OBLIGATOIREMENT répondre sur la base du cadre de DPGF joint au dossier de consultation (Article par article sans accolades).

L'entrepreneur devra d'autre part, signaler lors de la remise des offres et en aucun cas après, les travaux que le CCTP ou bien la DPGF fournis au dossier d'appel d'offres n'auraient à son avis pas explicitement prévus.

Ces travaux devront être chiffrés séparément par l'entreprise, à la fin de son offre de base.

L'entreprise devra obligatoirement établir un devis avec une décomposition de prestations.

Les entreprises devront remettre une proposition de prix complète, la décomposition de prix global et forfaitaire sera établie sur la base du CCTP comportant les ouvrages annexes et complémentaires, nécessaires au complet achèvement de l'ouvrage.

Le cadre de DPGF remis avec le dossier DCE servira de base au chiffrage des entreprises.

Le cadre de DPGF n'a pas de valeur contractuelle et exprime uniquement la décomposition du prix global et forfaitaire en vue de l'établissement des situations de travaux.

Le cadre de DPGF est à remplir obligatoirement par l'entreprise et à remettre avec son offre.

L'entreprise fera son affaire de toute omission ou erreur de quantité. Aucune plus-value ne sera acceptée.

Tous travaux non désignés dans le cadre de bordereau quantitatif et que l'entreprise jugerait bon d'ajouter pour compléter son offre devront y figurer. Ils seront inclus dans le montant de son offre.

00-2-4 Caractère forfaitaire de l'offre de l'entreprise

Le présent C.C.T.P a été réalisé afin que les Entrepreneurs puissent saisir l'esprit dans lequel a été conçu le projet et établir une offre en toute connaissance de cause et en utilisant au mieux ses propres capacités techniques.

Le marché sera traité à prix forfaitaire quels que soient les aléas rencontrés lors des travaux.

Il est rappelé que le prix forfaitaire doit comprendre tout ce qui est nécessaire à un achèvement complet par rapport aux objectifs à atteindre et aux sujétions relatives aux exigences en matière de sécurité et de protection de la santé.

Les Entrepreneurs ne pourront, pour se soustraire à cette obligation, s'appuyer sur ce que les spécifications du C.C.T.P, pourraient présenter d'incomplet ou de contradictoire.

Les explications qu'ils doivent demander au Maître d'Oeuvre, ainsi que la reconnaissance des lieux qu'ils auront effectuée, les auront mis à même de s'informer complètement sur les travaux à réaliser et de donner un prix forfaitaire en parfaite connaissance de cause.

Les Entrepreneurs ont toute latitude pour poser, par écrit, au Maître d'Oeuvre toutes questions qu'ils jugeraient utiles à la parfaite compréhension du projet.

De la même façon, ils doivent signaler lors de la remise des prix, les omissions qui ne permettraient pas de livrer l'ouvrage construit en parfait état, avec toutes les commodités auxquelles peuvent prétendre les utilisateurs.

Les Entrepreneurs sont tenus, pour la remise de leur offre :

- D'avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et de s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités.
- D'avoir procédé à une visite du terrain, et apprécié toutes les sujétions relatives :
 - A la configuration des abords et des accès,
 - A l'organisation et au fonctionnement du chantier : moyens de communication, lieu d'approvisionnement en matériaux, conditions de stockage, éloignement des décharges autorisées, installation du chantier, conditions d'alimentation en eau et en électricité, etc...,
 - A la topographie et à la nature du terrain,
 - Aux sujétions relatives aux exigences en matière de sécurité et de protection de la santé.
- Les entreprises pourront si elles le souhaitent visiter le site.
- D'avoir pris pleine connaissance de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux ainsi que des sites, des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux,
- D'avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier de consultation, s'être assurés qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entourés de tous renseignements complémentaires éventuels auprès du Maître d'œuvre et du coordonnateur SPS et avoir pris tous renseignements utiles auprès des Services Publics ou de caractère public : services de l'Equipeement, Services Municipaux, Service des Eaux, ERDF, GRDF, Télécom, etc....

Avant le démarrage de ces travaux, les Entrepreneurs doivent attirer l'attention du Maître d'œuvre sur les inconvénients, les vices ou malfaçons qui pourraient résulter des erreurs ou omissions qu'ils seraient éventuellement amenés à constater dans les documents qui leur ont été remis et dans les ordres qu'ils ont reçus.

Dans tous les cas, aucun travail ne pourra être considéré comme supplémentaire au forfait s'il n'a pas été commandé par ordre de service proposé par le Maître d'Oeuvre.

Elle devra prendre en compte dans son offre :

- Les règles de l'art.
- Les normes et règlements en vigueur.
- Le dossier de consultation et marché, même si certaines de ces fournitures ou façons n'étaient pas expressément mentionnées (ou seulement l'un d'entre eux) dans les documents relatifs à ces ouvrages.

L'entrepreneur ne pourra modifier ultérieurement ses prix forfaitaires en invoquant une définition insuffisante des travaux qu'il est présumé connaître parfaitement au moment de l'établissement de son offre de prix.

L'entrepreneur ne pourra fournir un travail qui ne permettrait pas au corps d'état le précédant ou lui succédant de réaliser un ouvrage conforme au CCTP et aux règles de l'art.

00-2-5 Étude d'Exécution à la charge des entreprises

Les Études EXE sont à la charge et aux frais des entreprises. Ces frais sont réputés être implicitement inclus dans l'Offre de Prix Global et Forfaitaire. Notamment en ce qui concerne (liste non exhaustive):

- Étude BA (fondations et adaptation au site, structure, maçonnerie, préfabrication, etc.).
- Étude de charpente et ossatures de toutes natures.

- Études de VRD, dimensionnement des réseaux (composition des structures de chaussée, dimensionnements des réseaux secs et humides, rétention ou infiltration, loi sur l'eau, etc.).
- Étude de terrassements généraux.
- Études de fluides (Électricité, chauffage, ventilation, traitement d'eau).
- Études des corps d'état secondaires (couverture, métallerie, cloisonnements, etc.).

Les quantités, dimensionnements ou tout autre renseignement propre à l'étude EXE éventuellement indiqués dans les pièces écrites, ne sont là qu'à titre purement indicatif.

Dans tous les cas, l'entreprise devra leur validation et leur adaptation éventuelle en conséquence de ses propres études. Tous les entrepreneurs auront à leur charge les relevés dimensionnels des ouvrages existants ou à réaliser, afin de garantir une parfaite exécution des ouvrages à réaliser. Toutes les adaptations nécessaires sont réputées être implicitement incluses dans les prix unitaires de l'Offre de Prix Global et Forfaitaire.

Ces documents doivent être remis en parallèle pour approbation :

- A l'Architecte
- Au bureau de contrôle technique
- Aux différents bureaux d'études

Les entreprises devront tenir à jour un tableau de fourniture de plan et d'échantillons.

- Fourniture
- Date

Les entreprises devront fournir un bordereau de prévision de production de documents d'étude et d'atelier.

En aucun cas, les entreprises ne devront effectuer des commandes de matériaux et matériels, ou entreprendre des travaux, sans que les Maître d'Ouvrage, Maître d'œuvre, Bureau de Contrôle et Coordonnateur SPS n'aient formulé un bon pour exécution définitive.

Le Maître d'Ouvrage sera destinataire pour information de tous les documents.

00-2-6 Gestion des visas

La gestion de la diffusion des plans d'atelier, des fiches techniques est à la charge de chaque corps d'état.

La gestion des visas concerne l'approbation par l'ensemble des intervenants, de la Maîtrise d'Ouvrage, de la Maîtrise d'œuvre, du Bureau de Contrôle, du CSPS et avis de l'OPC.

L'équipe de maîtrise d'œuvre ayant une mission de base suivant la loi MOP.

Tout document devra être transmis par l'intermédiaire de bordereau d'envoi fourni par la Maîtrise d'œuvre sans quoi il ne sera pas étudié.

L'ensemble de ces documents sera à fournir en cohérence avec un planning de production et de validation s'inscrivant dans un circuit global de gestion des visas.

Il est rappelé qu'au terme du circuit des visas les pièces recevront « le label bon pour exécution » suivant schéma de circulation de document à élaborer par l'OPC.

Seuls ces documents pourront être utilisés pour la réalisation des travaux sur site, la fourniture des matériaux et la fabrication en atelier.

00-2-7 Gestion des sous-traitants pour chaque corps d'état

L'entreprise titulaire d'un LOT aura l'obligation d'assurer la gestion de l'ensemble des documents de ses éventuels sous-traitants.

L'entreprise devra désigner une personne référente, unique et compétente dans la gestion de l'ensemble de son LOT.

Ce représentant devra à lui seul être l'interlocuteur unique du Maître d'Ouvrage et de ses prestataires (Maître d'œuvre, bureau de contrôle, coordonnateur SPS, etc...) et de l'ensemble de ses sous-traitants. Il sera le référent de l'entreprise pour les réunions de

chantier et plus généralement pour toutes les réunions de toutes natures.

Ce représentant assurera la gestion technique pour l'ensemble de son LOT et s'assurera des interfaces techniques avec ses sous-traitants.

Il devra produire un planning prévisionnel de désignation de ses sous-traitants en cohérence avec les délais d'approbation de Maître d'Ouvrage et le planning d'exécution.

Il devra également fournir une nomenclature de l'ensemble des plans d'atelier et de chantier précisant les dates prévisionnelles de diffusion en cohérence avec le planning d'exécution.

Pour cela il tiendra à jour un cadre de bordereau de synthèse des avis et observations du Maître d'Oeuvre et de ses partenaires, concernant ces documents.

La gestion de ces avis et observations s'inscrit dans la gestion des visas des plans d'atelier et de chantier pour l'obtention du label bon pour exécution (BPE) de l'ensemble des documents.

Le référent devra également assurer la synthèse technique de l'ensemble de son lot. Il devra dans ce cadre assurer la fourniture et la diffusion de tous les avis techniques, PV, plans d'atelier et de chantier, prototype, etc..., à soumettre à l'approbation du Maître d'Ouvrage et de ses prestataires dans le cadre de la gestion des visas.

Le référent devra assurer sur site durant toute la durée des travaux de son lot l'ordonnancement, le pilotage et la coordination de son LOT. Il sera le responsable des interventions de ses différents sous-traitants aussi bien lors des phases préparatoires, que durant toute la durée des travaux de l'ensemble de son LOT y compris lors des phases d'OPR, AOR et de Garantie de parfait achèvement.

00-2-8 Observations préliminaires

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières a une valeur indicative et non limitative.

A cet égard, il est spécifié que les travaux étant réglés à forfait, l'Entrepreneur s'engage, par sa soumission, à exécuter pour le lot de sa spécialité, tous les travaux et fournitures, principaux ou accessoires même non détaillés ci-après pouvant être considérés comme indispensables à la réalisation complète du projet, aux règles de l'art et à la parfaite utilisation des ouvrages suivant leur destination.

Avant tout commencement d'exécution, l'Entrepreneur devra vérifier tous les documents graphiques, cotes des dessins qui lui auront été remis et devra signaler en temps utile les erreurs ou omissions qui auraient pu se produire ainsi que les changements qu'il croirait utile d'apporter.

L'Entrepreneur doit prendre connaissance des descriptifs des travaux des autres corps d'état. Il ne peut se prévaloir d'aucune omission dans le CCTP le concernant si la prestation omise est rappelée dans le descriptif des travaux d'un autre lot.

L'Entrepreneur est tenu d'avertir le Maître d'œuvre au cas où la concordance n'est pas parfaite entre le descriptif des travaux et les plans.

Contradictions entre plans Architecte et plans BET :

Dans le cas où l'Entrepreneur relèverait des erreurs ou des contradictions entre les plans Architecte et les plans du Bureau d'Etudes Techniques, celui-ci devra en informer l'Architecte, puis le BET.

Dans le cas contraire, il ne pourra se prévaloir de ces erreurs pour ne pas exécuter les travaux conformément aux ordres de l'Architecte.

Contradictions entre plans Architecte et le CCTP :

Il est notifié à l'entreprise que les plans Architecte et le descriptif des travaux sont complémentaires entres eux.

Dans le cas où l'Entrepreneur constaterait un manquement nécessaire à une mise en œuvre réglementaire, une contradiction ou une incohérence entre le descriptif des travaux et les plans lors de l'établissement de son offre, il devra en avertir le maître d'œuvre avant la remise de sa proposition au Maître d'ouvrage. Dans le cas contraire, toute incohérence, manquement ou contradiction du dossier d'appel d'offres sera réputée connue et prise en compte dans l'offre de l'entreprise ainsi que toutes les conséquences techniques et financières qui en résultent conformément aux ordres de l'architecte.

L'Entrepreneur reconnaissant avoir tenu compte dans sa proposition de prix des observations qui précèdent, ne saurait arguer ultérieurement et se prévaloir d'une erreur ou d'une omission pour ne pas faire les travaux et fournir les matériaux nécessaires à l'achèvement total et complet des bâtiments tels qu'ils sont définis ci-après et ce, pour la somme unique à forfait prévue par

lui au marché de son lot.

00-2-9 Connaissances des plans et du dossier complet

L'entrepreneur devra vérifier soigneusement toutes les côtes portées aux dessins et s'assurer de leur concordance avec les divers plans.

S'il n'y avait pas bonne concordance, il devra en informer la maîtrise d'œuvre avant exécution.

Les entreprises devront obligatoirement prendre connaissance de l'ensemble des documents joints au présent dossier de consultation.

00-2-10 Marques commerciales

CCTP du Maître d'œuvre désigne et décrit, les types et marques de matériaux (et matériels) qui ont fait l'objet d'un choix architectural et qualitatif.

Ces marques ne sont pas imposées. Des marques équivalentes pourront être proposées dans l'offre de prix de l'entreprise à la seule condition qu'elles aient les mêmes caractéristiques que la marque des matériaux ou matériels décrits et prévus par le Maître d'œuvre dans le présent CCTP.

Pour que les matériaux ou matériels similaires soient retenus (dans le cas où l'entreprise serait adjudicataire) les conditions suivantes devront être remplies :

- 1/ avoir été libellé en toutes lettres dans le bordereau de prix joint au dossier d'appel d'offres (avec indication des types et caractéristiques)
- 2/ documentation et fiches techniques jointes au dossier d'appel d'offres
- 3/ obtenir un accord écrit du Maître d'œuvre et du Maître d'ouvrage

A l'exécution, l'Entrepreneur sera tenu de fournir le matériau ou matériel prévu par l'architecte sans contestation possible si ce matériau n'a pas été remplacé dans le bordereau de prix par un autre dit "équivalent" et dans les conditions énoncées ci-dessus.

En cas de divergence avec l'Entrepreneur en ce qui concerne cette similitude, celui-ci sera tenu de fournir les matériaux ou matériels prévus au présent CCTP.

00-2-11 Mesures quantitatives

L'entreprise soumissionnaire sera tenue, avant la remise de son offre, de vérifier et rectifier si nécessaire les quantitatifs fournis dans le dossier de consultation afin de s'engager sur un prix global et forfaitaire.

Sans remarques de sa part, elle s'engagera financièrement sur les plans et quantitatifs qui lui ont été fournis, sans modification possible de son offre dans le cas de manquement ou d'erreur lié aux études de l'équipe de maîtrise d'œuvre.

Il est rappelé que les quantités éventuelles d'ouvrages précisées dans le présent descriptif des travaux ne sont données qu'à titre indicatif pour mieux fixer l'importance des travaux, mais ne sont en aucun cas limitatives.

00-2-12 Établissement des prix

L'ensemble des travaux à réaliser est défini par la liste des documents constitutifs de l'appel d'offres. Vous remettrez un prix actualisable ou révisable suivant indications dans les pièces administratives. Il s'entendra pour des travaux entièrement achevés et réceptionnés, réalisés dans les règles de l'art et comprenant toutes sujétions d'exécution, ainsi que les incidences de toutes les obligations d'ordre administratif ou technique ou résultant du droit commun.

Les erreurs constatées sur les quantités ou les incohérences éventuelles entre plans et descriptif devront être portées sur une annexe à votre proposition qui sera également adressée en même temps que votre offre principale.

Aucun travail supplémentaire ne sera accepté.

Vous y noterez également toutes sujétions permettant de réduire les délais d'exécution et les coûts ainsi que vos remarques

relatives à d'éventuels problèmes de réalisation non mentionnés dans le descriptif et que vous auriez constaté lors de la visite du site.

Votre prix sera obligatoirement détaillé point par point.

Les prix unitaires ainsi indiqués pourront, le cas échéant, servir au chiffrage d'éventuels travaux supplémentaires, explicitement demandés par le maître d'ouvrage.

00-2-13 Travaux supplémentaires

Tout travail supplémentaire demandé à l'entrepreneur en cours de travaux fera l'objet d'un devis chiffré aux prix unitaires du marché.

Son exécution sera déclenchée **UNIQUEMENT** par un ordre de service approuvé par le Maître d'ouvrage, aucune prestation ne pourra être entreprise sans l'accord écrit du maître d'ouvrage.

00-2-14 Offres

L'entrepreneur, retenu ou non, ne pourra prétendre à aucune indemnité pour l'étude de son offre, l'établissement de sa proposition, ses frais de déplacement, frais de dossier éventuels, etc...

Aucune offre, retenue ou non, ne sera restituée à l'entrepreneur.

00-2-15 Réunions de chantier

Le maître d'œuvre organisera une réunion **hebdomadaire** de chantier. En fin de travaux ou pour un problème particulier, le maître d'œuvre pourra exiger aux entreprises de participer à des réunions supplémentaires.

00-2-16 Assurances

L'entrepreneur est responsable de son personnel, de ses matériaux et de ses ouvrages.

Il doit donc justifier à cet effet du paiement de ses primes d'assurances à jour au démarrage du chantier (décennale, responsabilité civile, biennale, etc...).

00-2-17 Qualifications professionnelles

Il est demandé à chaque soumissionnaire de justifier de sa qualification OPQCB, QUALIBAT, QUALIFELEC, AFAQ ou autres et de ses références en rapport avec la nature des travaux à réaliser dans ce projet.

Tous les documents fournis permettront aux entreprises d'établir leurs propositions dans le cadre de l'appel d'offres.

00-3 CONTENU DES PRIX DES ENTREPRISES

00-3-1 Reconnaissance des lieux

L'entrepreneur doit se rendre compte sur place, de toutes les difficultés dues à la situation, à l'accès et à toutes les servitudes, qui peuvent grever le terrain (lignes électriques, téléphone, les contraintes dues aux bâtiments voisins, etc...).

L'entrepreneur sera réputé s'être assuré personnellement sur place de la nature des lieux et toutes sujétions en résultant (liste non exhaustive) :

- Limite de propriété
- De l'importance des travaux à effectuer
- De l'état, du nivellement et de la nature du terrain

- De l'état des lieux
- De l'occupation du site
- Des conditions d'accès au chantier
- Des possibilités de stockage des matériaux
- Des conditions d'installation du matériel de chantier
- Des conditions d'alimentation en eau et en électricité
- Des réseaux existants : eau, électricité, téléphone, EP, EU, télédistribution...
- Des conditions d'évacuation des déchets et gravois
- Après avoir procédé à une visite détaillée des lieux et avoir pris connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et aux abords, à la topographie, à l'exécution des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (Moyen de communication et de transport) lieu d'extraction des matériaux, stockage des matériaux, ressource en main d'œuvre, énergie électrique, eau, installations de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, etc...), et d'une façon générale, de toutes les conditions d'exécution des travaux qui lui sont demandés.
- Des équipements techniques spécifiques actuelle
- ...

L'Entrepreneur devra recueillir tous renseignements utiles auprès des services publics ou services à caractère public (Services Techniques Municipaux, ENEDIS, Direction Départementale de l'Equipement, ...).

Il pourra ainsi prendre toutes les dispositions qu'il jugera opportunes, notamment, procéder à des sondages, s'il en estime la nécessité après demande écrite auprès du maître d'ouvrage.

Le fait de remettre une proposition supposera de l'Entrepreneur qu'il aura satisfait à cette prescription et qu'il aura établi ses prix en conséquence.

00-3-2 État des lieux - Constat d'huissier

Avant démarrage des travaux, un constat d'état des lieux avec dossier photographique sera établi par un Huissier de Justice à la charge du lot TERRASSEMENTS - VRD - ESPACES VERTS - GROS-OEUVRE - ENDUIT, en présence du Maître d'ouvrage, du Maître d'œuvre et des entreprises.

Il concerne les bâtiments existants avoisinants aux zones de chantier, les zones d'accès chantier, les zones d'installations de chantier, les environnements, notamment les espaces plantés, les états de surface, les abords et les voisinages.

00-3-3 Réception des lieux

Le fait de commencer les travaux, suppose que l'entrepreneur accepte les lieux et les supports tels qu'ils sont.

Il devra, pour éviter tout conflit avec les autres entrepreneurs, réceptionner les ouvrages sur lesquels il aura à travailler.

S'il avait des réserves à formuler, il devrait en demander l'inscription sur les P.V de chantier au maître d'œuvre, AVANT tout commencement d'exécution de sa part afin de faire procéder aux reprises nécessaires.

Dans le cas contraire, sa réclamation serait jugée irrecevable et les travaux de remise en état des supports à sa charge.

00-3-4 Visite sur site

Afin de prendre connaissance de l'ensemble des points particuliers du projet il est vivement conseillé aux entreprises de prévoir une visite sur site.

00-3-5 Réseaux existants

L'entrepreneur du lot TERRASSEMENTS - VRD - ESPACES VERTS - GROS-OEUVRE - ENDUIT aura à sa charge la réalisation des Déclarations d'Intentions de Commencements des Travaux (DICT) afin de prendre en compte l'ensemble des réseaux existants du site et à proximité.

Dans le cas de rencontre de réseaux en service lors de l'exécution des travaux de démolition ou de terrassements, toutes

dispositions seront à prendre par les entrepreneurs pour ne pas endommager les canalisations ou câbles rencontrés.

Dès localisation d'un de ces ouvrages, l'entrepreneur devra immédiatement en avertir le Maître d'Oeuvre et le service concessionnaires concerné.

Les entrepreneurs devront assurer la sauvegarde et la protection de ces ouvrages rencontrés pendant toute la durée nécessaire en accord avec le service concerné, sans que ces prestations puissent donner lieu à un supplément en prix.

00-3-6 Rapport avec les administrations et services concessionnaires

Les Entreprises dont la réalisation des ouvrages fait appel à des autorisations administratives ou à des branchements sur les réseaux publics, feront leur affaire en ce qui les concerne des demandes à effectuer auprès des services intéressés.

En fin de travaux, les entreprises devront fournir tous les certificats usuels, dont le CONSUEL (y compris les vérifications pour l'obtention du document), au bureau de contrôle et maître d'œuvre. Toutes les demandes d'emprises, éventuelles, sur voiries sont à la charge des entreprises.

00-3-7 Implantation - Traits de niveau

Implantation

L'entrepreneur du corps d'état TERRASSEMENTS - VRD - ESPACES VERTS - GROS-OEUVRE - ENDUIT a à sa charge, les tracés d'implantation des ouvrages.

L'implantation générale sera matérialisée par des piquets indiquant les alignements et les niveaux. A partir de cette implantation, l'entrepreneur du corps d'état TERRASSEMENTS - VRD - ESPACES VERTS - GROS-OEUVRE - ENDUIT effectuera les implantations de détail matérialisées par des chaises et des piquets.

Il procurera aux autres corps d'état ou à la demande de la Maîtrise d'œuvre les traits, axes et repères d'implantation nécessaires.

Tous ces repères doivent être protégés durant l'exécution des travaux.

Les repères principaux en alignement et en niveau seront matérialisés par des dalles en béton portant l'indication de repérage à la peinture.

Après contrôle et approbation de la Maîtrise d'œuvre, ceux-ci seront à détruire. L'entrepreneur du corps d'état GROS-OEUVRE apportera les frais résultant de cette implantation (y compris honoraires du géomètre expert).

Toutes divergences apparaissant durant l'implantation devront être signalées à la Maîtrise d'œuvre.

L'entrepreneur du corps d'état TERRASSEMENTS - VRD - ESPACES VERTS - GROS-OEUVRE - ENDUIT assumera la responsabilité ainsi que les conséquences de toutes erreurs d'implantation ou de nivellement, quelle qu'en soit la nature.

Les tracés et l'implantation des cloisons sont à la charge du Corps d'état plâtrerie, l'implantation des huisseries sont à la charge du corps d'état menuiserie intérieure.

L'implantation des ouvrages devra se faire en parfaite coordination entre les deux entreprises et elles seront solidairement responsables des erreurs éventuelles.

Le trait de niveau servant à tous les corps d'état n'est tracé sur les murs, poteaux, cloisons et enduits que par l'entreprise de GROS-OEUVRE qui en assure la responsabilité.

Si ce trait venait à être effacé prématurément, l'entrepreneur du corps d'état TERRASSEMENTS - VRD - ESPACES VERTS - GROS-OEUVRE - ENDUIT tracera de nouveau et ce, autant de fois que nécessaire, à ses frais, il sera également responsable de tous tracés défectueux et en assumera les conséquences le cas échéant.

Nota :

Le trait de niveau pour les matériaux destinés à rester apparents (béton, etc) sera battu uniquement sur les huisseries ou sur des piges bois destinées à servir de repère.

L'entrepreneur du corps d'état TERRASSEMENTS - VRD - ESPACES VERTS - GROS-OEUVRE - ENDUIT se mettra en rapport avec les entreprises concernées, afin de réserver dans les planchers les épaisseurs nécessaires à la mise en œuvre des revêtements de sols.

Les corps d'état fluides (chauffage, ventilation, plomberie, électricité, cuisine, etc.) devront avoir chacun leur système de supports et de suspentes et devront s'assurer de la compatibilité des supports avec leurs modes de fixations. En cas d'incompatibilité, les titulaires des corps d'état fluides prévoiront tous les dispositifs nécessaires dans le respect technique et esthétique du projet.

Espaces extérieurs :

L'implantation des ouvrages se fera en planimétrie et altimétrie, les repères du piquetage seront donnés par le Maître d'œuvre. L'Entrepreneur devra au titre du présent marché les alignements et les altitudes des différents ouvrages prévus au projet. Toute modification de côte sera signalée au Maître d'œuvre. Le géomètre de l'entreprise titulaire du lot correspondant implantera avec précision l'implantation de ses ouvrages à partir de cette implantation générale du bâtiment.

00-3-8 Échantillons - Fiches produits

Chaque fois qu'un article est défini avec un type ou une description précise, l'entreprise devra répondre en solution de base avec un produit se rapprochant de la description et devra préciser le matériau qu'elle mettra en œuvre dans les fiches de synthèse. En cas de produit de marque et référence différentes, celui-ci devra posséder des équivalences esthétiques et techniques faute de quoi il pourra être refusé.

Une liste d'échantillon sera transmise pendant la première période de la phase préparation de chantier.

Tous produits non soumis à l'agrément de l'architecte sont réputés refusés d'avance.

Les produits préconisés par le CCTP et les fiches de synthèse seront également présentés sous forme d'échantillons.

Les Entreprises peuvent proposer tout produit répondant à la description ou au classement prévu. Lorsqu'une obligation de résultat est imposée, aucun produit n'est fixé ou alors seulement cité à titre d'exemple, par contre il est impératif d'être titulaire du classement ou label imposé.

Les Entreprises qui proposent un produit s'engagent sur le résultat demandé au C.C.T.P.

Si elles ne peuvent justifier de l'obtention du label, elles doivent remplacer sans aucune variation de prix le produit qu'elles ont prévu par un produit labellisé correspondant aux exigences et aux normes en vigueur.

Échantillons :

- Lors de la période de préparation de chantier, les entreprises fourniront, à la demande des Maîtres d'Ouvrage et d'Oeuvre, des échantillons des principaux matériaux ou produits, pour choix et approbation.
- Une présentation complète des échantillons sera réalisée en tout début de la période de préparation et dans des délais compatibles avec le délai global, l'entreprise devra également réaliser une nomenclature exhaustive des matériels, matériaux et teintes mis en place sur le chantier, ces deux points afin que le Maître d'ouvrage et la maîtrise d'Oeuvre puissent entériner les dispositions d'aménagements prévues, la nature des prestations ainsi que la qualité de la réalisation.
- Cet accord devra être obtenu avant toute passation de commande par les Entreprises des matériaux et appareillages à mettre en œuvre.
- Le Maître d'Ouvrage pourra demander autant d'échantillons qu'il le souhaite notamment :
 - Les éléments de façade.
 - Les éléments de serrurerie.
 - Les complexes "couverture-étanchéité"
 - Les équipements spécifiques
 - Les éléments décoratifs intérieurs

Ces échantillons resteront exposés jusqu'à la fin du chantier.

- Il pourra être prélevé, en présence du Maître d'Oeuvre, des échantillons d'ouvrages à des fins d'expertise. Dans le cas où les ouvrages livrés seraient d'une qualité inférieure à celle précisée au marché ou au choix entériné lors de la période de préparation de chantier, l'ensemble de la livraison serait refusée, y compris les quantités déjà posées.

- Dans le cas de disparition de la marque, un produit équivalent aux échantillons sera présenté pour approbation.

- En cas de manquement à cette règle et conformément au CCAP, une pénalité pour retard de remise de dossier sera appliquée.

- Les Entrepreneurs auront à leur charge tous les essais nécessaires au contrôle de la bonne qualité des matériaux, de leur bonne mise en œuvre et au contrôle du bon fonctionnement des équipements.

- En complément, les Entreprises devront demander à l'Architecte de définir le choix des coloris avant toute commande. Elles ne pourront arguer de retard si la commande n'a pas été faite assez tôt (en fonction des délais).

Fiches produits :

- Dans son mémoire technique, les entreprises devront fournir les fiches produits des principaux matériels ou matériaux mis en œuvre.
- Il en sera de même pour les produits spécifiques ou particuliers

00-3-9 Démolition pour défaut de réalisation

Les ouvrages ou parties d'ouvrages présentant des défauts ou manquements vis à vis des exigences définies dans le C.C.T.P ou le DTU seront sur simple injonction du Maître d'Oeuvre, immédiatement démolis par les Entrepreneurs responsables à leur frais.

00-3-10 Réservations, percements, prises, calfeutrement et scellements

Réservations, percements :

L'entrepreneur de chaque lot a la charge de la remise des plans de réservation pour tous les trous, réservations, percements à ménager dans les ouvrages. Il doit les prises et scellements et tous les garnissages nécessaires à la pose de ses ouvrages.

Il devra la fourniture de tous les éléments de fixation qui seraient à incorporer aux ouvrages des autres corps. Il sera solidairement responsable avec le corps d'état concerné de toutes les prises, réservations, scellements, fixations et divers objets incorporés.

Les entreprises feront connaître, en temps utile, les réservations nécessaires aux travaux de leur corps d'état, aux entreprises chargées de l'exécution des ouvrages dans lesquels une réservation est nécessaire. A savoir :

- Pour les réservations dans les ouvrages en béton, les demandes devront être communiquées en premier lieu à l'entreprise chargée de la synthèse afin de définir, en accord avec la maîtrise d'œuvre, les réservations définitives à réaliser dans les ouvrages en béton. Ces réservations seront réalisées par et à la charge du lot **TERRASSEMENTS - VRD - ESPACES VERTS - GROS-OEUVRE - ENDUIT**.
- Pour les réservations dans les ouvrages de charpente métallique, les demandes devront être communiquées en premier lieu à l'entreprise chargée de la synthèse afin de définir, en accord avec la maîtrise d'œuvre, les réservations définitives à réaliser dans les ouvrages en bois. Ces réservations seront réalisées par et à la charge du lot **METALLERIE - SERRURERIE - COUVERTURE**.
- Pour les réservations dans les ouvrages autres que les ouvrages en béton et charpente métallique seules les réservations à partir de section supérieur ou égal à 1 dm² (100 mm x 100 mm) ou de diamètre supérieur ou égal à 100 mm, seront réalisées par et à la charge des entreprises ayant la charge de la réalisation des ouvrages dans lesquels il y a lieu de constituer une réservation.
- Les passages d'une dimension inférieure à celles précisées ci-dessus seront effectués par percement après réalisation de l'ouvrage structurant et seront à la charge de chaque entreprise demandeuse.

Pour les ouvrages de béton et de charpente métallique, il ne sera toléré aucun percement. Toutes les réservations devront être communiquées par écrit par les entreprises demandeuses, en temps et en heure.

- Les percements des structures porteuses existantes (dalles, murs porteurs, ...) seront réalisés par et à la charge du lot **TERRASSEMENTS - VRD - ESPACES VERTS - GROS-OEUVRE - ENDUIT** à partir de section supérieur ou égal à 1 dm² (100 mm x 100 mm) ou de diamètre supérieur ou égal à 100 mm sauf :
 - Pour les passages de câblages, de canalisations unitaires de diamètre inférieur à 100 mm en EFS, ECS, bouclage EU/EV, chauffage l'ensemble des percements dans les structures existantes sont à la charge du lot **ELECTRICITE - CHAUFFAGE - VENTILATION - PLOMBERIE**.
 - Pour les passages de câblages l'ensemble des percements dans les structures existantes est à la charge du lot **ELECTRICITE - CHAUFFAGE - VENTILATION - PLOMBERIE**.
 - Les passages d'une dimension inférieure à celles précisées ci-dessus ou dans les ouvrages non porteurs seront effectués par percement à la charge de chaque entreprise demandeuse.

Par contre, les entrepreneurs qui auront négligé de faire connaître, en temps utile, leurs besoins ou auront fourni des indications erronées (réservations mal repérées ou mal dimensionnées), supporteront la charge des travaux nécessaires qui seront effectués par l'entrepreneur ayant la charge de l'ouvrage dans lequel il y a lieu de constituer une réservation.

Dans ce cas, les calfeutrements ou rebouchages, ainsi que les incidences éventuelles sur les autres lots, seront à la charge de l'entrepreneur défaillant dans sa demande de réservation.

Calfeutrement :

Les réservations, trous, trémies pour passage de canalisations seront calfeutrés par et à la charge :

- De l'entreprise ayant mise en place la canalisation en suivant les prescriptions techniques fournies par l'entreprise ayant réalisé la paroi.
- De l'entreprise qui en aura fait la demande pour toutes les réservations dans les ouvrages existants.

- De l'entreprise du lot **TERRASSEMENTS - VRD - ESPACES VERTS - GROS-OEUVRE - ENDUIT** dans les ouvrages existants après la dépose des ouvrages existants (canalisations, gaines, ...).

Dans le cas de réalisation de parois postérieures au passage des câbles, fourreaux et pièces diverses, le calfeutrement autour de ces éléments est à la charge de l'entreprise qui réalise les câbles, fourreaux et pièces diverses, dans la limite d'une trémie dont la longueur et la largeur correspond aux plus grandes dimensions de la section des câbles, fourreaux et pièces diverses.

Dans tous les cas, les caractéristiques des parois (feu, acoustique, thermique, étanchéité à l'air...) devront être reconstituées.

Fourreaux :

Les fourreaux et leurs calfeuttements sont définis dans les lots spécifiques.

Scellements et raccords :

Les scellements et raccords sont dus par l'Entrepreneur à qui ils sont nécessaires. Les raccords devront reconstituer la qualité de l'ouvrage concerné conformément aux exigences techniques et esthétiques dont ils relèvent.

00-3-11 Échafaudages - Accès en hauteur - Moyens de levage

Pour l'ensemble des travaux, chaque entreprise adjudicatrice inclue tous les échafaudages, des moyens permettant l'accès en hauteur, l'ensemble des moyens de levage en conséquence (Nacelle, grue mobile,...), nécessaires à la mise en œuvre de ses ouvrages dans les prix unitaires de chacun des articles du Cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), compris entretien des ouvrages, avec respect des règles de sécurité.

L'entreprise prévoira toutes les sujétions d'emprise éventuelle sur la chaussée, de mitoyenneté, de réalisation complémentaire de plateforme de travail pour l'assise de son matériel quelle que soit la nature du support, les protections, les renforts, la mise en place de rails et de tous autres dispositifs permettant l'installation et la manutention de ses échafaudages de manière stable durant le chantier.

L'échafaudage sera régulièrement nettoyé durant le chantier par les différents intervenants et à charge de ceux-ci.

Les moyens complémentaires éventuels tel que treuil, goulotte, monte charge, sapine, etc. sont implicitement inclus dans l'offre des entreprises.

00-3-12 Coordination entre les corps d'état

Les travaux de chaque lot seront exécutés en étroite liaison et parfaite coordination avec toutes les entreprises, particulièrement en ce qui concerne les réservations, les dimensions et interfaces ou liaisons et notamment ceux de plomberie, d'électricité et d'ascenseur.

Il devra prévoir dans son étude toutes les sujétions d'exécution entraînées, en cours de réalisation, par l'incorporation des éléments des différents intervenants, étant entendu que ces sujétions sont incluses dans le prix et dans le délai imposé.

Il s'engage à fournir aux titulaires de la mission d'Ordonnancement Pilotage et Coordination (OPC), mission SSI tous les renseignements nécessaires à l'établissement et à l'exploitation du planning travaux (EXE).

L'organisation du chantier s'effectuera sur la base du Plan d'Installation de Chantier (PIC) établi par le MOE et/ou l'OPC.

S'il n'y avait pas bonne concordance entre les plans et la réalisation, l'entrepreneur devrait en avvertir immédiatement le maître d'œuvre ou le coordinateur de travaux avant le début de ces travaux et demander l'inscription en P.V, lui permettant ensuite d'en demander rectifications, réparations ou indemnités.

L'entrepreneur devra gratuitement toutes les réservations, incorporations et feuillures de toutes dimensions demandées par les autres corps d'état (voir aussi article "Percements, réservations, trémies").

L'entrepreneur devra les traçages d'implantation et traits de niveaux nécessaires aux autres corps d'état, à tous les niveaux et pour toutes parties non directement accessibles, de ces ouvrages.

Le lot Gros œuvre (ou à défaut l'entreprise titulaire du plus gros marché) a la charge en qualité d'entrepreneur principal, des nettoyages périodiques et des enlèvements de gravats.

S'il y avait une emprise quelconque sur la voie publique, la demande d'autorisation serait préalablement déposée à la Mairie et faite par l'entrepreneur de ce lot, qui prendra également à sa charge les taxes et frais de voirie. Toutes ces sujétions étant incluses dans ses prix et délais d'exécution.

L'entrepreneur s'engage également à fournir au coordinateur des travaux tous les éléments nécessaires à l'établissement du

planning d'exécution des travaux, pour ces prestations dans le cas où elles n'auraient pas été prises en compte à l'étude.

00-4 DOCUMENTS TECHNIQUES DE RÉFÉRENCE

00-4-1 Documents techniques de référence

Tous les ouvrages devront répondre aux prescriptions techniques et fonctionnelles comprises dans les textes officiels parus jusqu'à la remise des prix et notamment :

La prise en compte ou non de l'opération en zone sismique et les incidences éventuelles en fonction de la zone et du classement de l'établissement.

A ce titre les attaches, avis techniques, cahier des charges des produits mis en œuvre doivent être validés en zone sismique.

Le règlement sanitaire dont relève la commune où est implantée l'opération, objet du présent marché.

Les cahiers des charges des normes et DTU, les règles de calcul DTU publiées par le C.S.T.B. ainsi que leurs annexes, modificatifs, additifs ou errata.

Les Cahiers des Clauses Spéciales (C.C.S.) rattachés aux D.T.U. et les mémentos pour la conception publiés par le C.S.T.B..

Les avis techniques, les cahiers du centre technique du bois et les cahiers des charges ou procédure expérimentale spécifique (ATEX) pour l'exécution des ouvrages non traditionnels (les frais d'ATEX sont réputés à charge de l'entreprise demandeuse).

Les normes : les normes françaises homologuées : tous les produits (matériaux et équipements) pour lesquels des normes NF existent devront être homologués NF.

Les classements aux labels décernés par les organisations de certifications spécialisées.

ACERMI	Isolants thermiques
F.I.T.	Complexes d'étanchéité
CTB CI	Charpentes industrialisées en bois
UPEC	Revêtements plastiques - carrelages
ACOTHERM	Fenêtres P.V.C.
CEKAL	Vitrages isolants
FASTE	Blocs-portes intérieurs
ACERFEU	Produits de désenfumage
QUALICOAT	Laquage sur profilés métalliques
QUACANOD	Anodisation (aluminium)
CTB	Bois + Traitement des bois

Tous les produits et procédés de construction feront l'objet d'une validation de la part du Maître d'œuvre avant pose sur la base des données suivantes à fournir selon les cas :

- Fiche technique
- Fiche de Déclaration Environnementale et Sanitaire
- Certificat ACERMI
- Label ou justificatif
- Fiche de données de sécurité

Tout produit ou matériau mis en place ou utilisé sans accord préalable du Maître d'œuvre et non-conforme aux exigences décrites sera remplacé aux frais et à la charge de l'entreprise défaillante.

Note :

L'énumération de certains D.T.U. et normes en tête de la description des différents corps d'état n'exclut pas ces derniers du champ d'application de l'ensemble des documents mentionnés ci avant.

TEXTES DE REFERENCE

TEXTES GENERAUX

Code de la Construction et de l'Habitation (articles R 111-1 à R 111-25).

Arrêté du 31 janvier 1986 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les bâtiments d'habitation.

DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

Les travaux faisant l'objet du présent marché seront conformes aux normes et règlements en vigueur le premier jour du mois d'établissement des prix.

Les prescriptions de mise en oeuvre et les caractéristiques de dimensions, de formes, de qualité des matériaux employés dans les ouvrages, ou entrant dans la composition des produits confectionnés employés, seront celles du Cahier des Clauses techniques Générales (C.C.T.G. Arrêté du 30 mai 2012).

Pour les présents travaux, le C.C.T.G. est complété par les documents suivants, qui sont donc rendus contractuels :

Tous les Cahiers des Charges des Documents Techniques Unifiés (C.C. - D.T.U.) et Cahiers des Clauses Spéciales (C.C.S. - D.T.U.) parus au premier du mois d'établissement des prix, même s'ils ne figurent pas au C.C.T.G.,

Toutes les Normes Françaises (NF) homologuées : les produits manufacturés bénéficiant d'une marque de conformité aux NF homologuées devront être utilisés en priorité,

Tous les procédés, matériaux et composants nouveaux, dont la fabrication ou la mise en oeuvre non traditionnelles échappent aux C.C. - D.T.U. devront posséder un avis technique favorable en cours de validité, délivré par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (C.S.T.B.). Ces avis techniques devront être communiqués au Maître d'Oeuvre, avant l'emploi des matériaux et des Procédés correspondants, pour approbation,

Dans le cadre du devis descriptif, les Entreprises emploieront, ou pourront proposer des matériaux ou procédés de construction échappant au C.C.T.G. ou autres documents cités ci-dessus. Dans ce cas, les Entreprises devront présenter aux Maîtres d'Ouvrage et d'oeuvre le Cahier des Charges du fabricant et une attestation de l'assurance conjointe fabricant/poseur propre au chantier couvrant leur responsabilité, décennale ou biennale, propre à l'objet concerné. Après étude de ces documents, l'approbation par les Maîtres d'Ouvrage et d'Oeuvre des produits et travaux proposés rendra contractuels les Cahiers des Charges des fabricants qui devront être strictement respectés,

Toutes les règles techniques d'organismes compétents à caractère officiel (U.T.I., C.S.T.B., ...),

Tous les textes législatifs et administratifs (lois, ordonnances, règlements, circulaires, arrêtés, décrets...) nationaux, départementaux et municipaux, en particulier la circulaire relative à la sécurité contre l'incendie dans les établissements scolaires.

00-4-2 Règles générales

L'entrepreneur de chaque lot est réputé connaître les documents suivants, par ordre de préséance :

- C.C.A.P (cahier des clauses administratives particulières).
- C.C.T.P (cahier des clauses techniques particulières).
- Réglementation concernant la sécurité des personnes, la protection de la santé et la sécurité incendie.
- NFP 03-001 de décembre 2000 : cahier des clauses administratives générales applicable aux travaux de bâtiment faisant l'objet de marchés privés.
- Le rapport initial de contrôle technique établi par le bureau de contrôle.
- D.T.U relatif à chaque prestation réalisée.
- Règles neige et vent.
- R.T 2012 et les règles d'accessibilités et de sécurité incendie en vigueur.
- N.R.A (nouvelle réglementation acoustique).
- Les niveaux et règles d'éclairement relatif à chaque situation.
- C.C.A.G (cahier des clauses administratives générales).
- C.C.T.G (cahier des clauses techniques générales).

Les éléments constitutifs du clos/couvert, des revêtements des façades seront garantis 10 ans. Les peintures extérieures et les protections anti-rouille des structures et ouvrages métalliques réalisées sur le chantier seront garanties 5 ans.

Les plantations et espaces verts seront garantis 1 an à compter de la première repousse après plantation, avec obligation de remplacer les arbres ou arbustes qui n'ont pas pris.

Pour les corps d'états techniques, voir les CCTP respectifs.

00-4-3 Normes - DTU - Procès Verbaux - Avis Techniques

Les travaux sont exécutés conformément aux documents réglementaires et normatifs cités dans l'énumération des pièces contractuelles du marché.

Ces documents de référence applicables sont ceux dont le mois de publication figurant sur le document est antérieur de 2 mois

à celui du lancement de la consultation, sauf si la prise en charge par l'assurance des contractants ou de la Maîtrise d'œuvre est subordonnée à l'application du document dès sa parution. Dans ce cas, il sera aussitôt applicable et donnera lieu à un avenant au marché s'il comporte des incidences économiques.

Ces documents sont les suivants :

- Les lois et textes réglementaires en vigueur, compte tenu de la nature et de la localisation des ouvrages.
- Les cahiers des charges DTU et règles de calcul DTU, ainsi que leurs renvois, à l'exception des cahiers des prescriptions spéciales annexés.
- Les normes AFNOR homologuées.
- Les avis techniques du CSTB pour les ouvrages qui en sont justiciables.
- (Liste non limitative)

Le cahier des prescriptions techniques pourra, en outre, faire référence de manière expresse, à d'autres documents, en particulier : recommandations publiées par des organismes techniques, règles techniques contenues dans les textes applicables aux marchés publics même si le marché n'en relève pas, spécifications de mise en œuvre par les fabricants, etc...

L'entreprise est réputée avoir parfaite connaissance de ces documents. Si tel n'était pas le cas, elle pourra éventuellement se renseigner auprès du Maître d'œuvre.

Lorsque des références figurent dans le CCTP, elles ne sont destinées qu'à attirer l'attention de l'Entrepreneur.

Les procès-verbaux et avis techniques du CSTB, certificats d'assurance concernant les matériaux ou principes employés seront fournis soit en même temps que les offres, soit à la demande du Maître d'œuvre et du Bureau de contrôle.

00-4-4 Règles de l'art

S'il estime que les ouvrages décrits ne sont pas conformes aux règles de l'art, l'Entrepreneur doit en référer au Maître d'œuvre avant toute exécution.

00-5 ÉLÉMENTS À FOURNIR PAR L'ENTREPRISE

00-5-1 Période de préparation

Durant la période de préparation seront à fournir en 1 exemplaire papier en plus d'un support informatique, via le bordereau de suivi de document les documents suivants :

- Les éléments permettant au pilote d'établir le calendrier d'exécution des travaux dans le cadre du calendrier général des travaux.
- Le plan particulier de sécurité et de protection et de la santé.
- Les marques et modèles des matériaux et matériels employés avec leurs notices, leurs Avis Techniques et procès-verbaux de tenue au feu et de performances techniques, les FDES (Fiches de Déclaration Environnementale et Sanitaire) et labels de certification environnementale.
- Les demandes d'autorisation d'emploi de procédés nouveaux ou non traditionnels et justifications d'Avis Techniques ou de demande ATEX, tous les frais relatifs à l'établissement de PV de chantiers et procédure ATEX ainsi que l'instruction par un organisme agréé, sont prévus dans l'offre de l'entreprise. A ce titre, l'entreprise aura obligation de résultat sans aucune plus-value ou incidence financière.
- La liste de tous les échantillons et prototypes.
- Production du plan d'installation de chantier.
- Production des plans notes de calcul, plans d'atelier et fiches techniques des éléments préfabriqués (les entreprises devront fournir une nomenclature de l'ensemble des plans d'atelier et de chantier précisant les dates prévisionnelles de diffusion en cohérence avec le planning d'exécution).
- Organigramme des intervenants sur le chantier.
- Liste prévisionnelle des sous-traitants (les entreprises devront produire un planning prévisionnel de désignation de leurs sous-traitants en cohérence avec les délais d'approbation de Maître d'Ouvrage et le planning d'exécution).
- Les entreprises reprendront, sur place, les cotes de leurs ouvrages sous leurs responsabilités. Exceptés les dessins à grandeur d'exécution, aucune cote ne devra être prise à l'échelle. Les entrepreneurs feront préciser, au Maître d'Ouvre, les cotes qui leur feront défaut.

00-5-2 Avant exécution des travaux

Les entreprises devront les plans et documents d'atelier et de chantier et plus généralement toutes études et documents nécessaires à une complète et parfaite réalisation des ouvrages en complément des documents fournis par la Maîtrise d'œuvre.

Tous les procès-verbaux d'essais des équipements participant à la sécurité incendie doivent être fournis par les entreprises au Maître d'ouvrage.

Sujétions liées au site

Pour tous travaux à proximité de réseaux enterrés ou aériens, les entreprises sont tenues de se renseigner auprès de la mairie et éventuellement auprès de la Direction Départementale des Territoires sur l'existence de ces ouvrages ou réseaux et d'adresser au moins 10 jours avant le début des travaux une déclaration, établissements d'intervention de commencement des travaux aux administrations, établissements ou organisme concernés (ENEDIS, GrDF, Orange...).

00-5-3 En cours de travaux

Réception de support :

- Avant intervention, chaque entreprise devra réceptionner ses supports avec l'entreprise concernée et ce dans un délai permettant de respecter le planning des travaux.
- Les éventuelles reprises devront être réalisées dans les plus brefs délais afin de ne pas prendre de retard. La demande de réception de support sera faite par l'entreprise qui « donne » son ouvrage. Les contrôles de conformité s'entendent également au niveau de la coordination pour correspondance avec les autres corps d'état.
- Le Maître d'œuvre se réserve le droit d'intervenir.

Remise d'essais :

Les entreprises devront fournir à l'avancement de leurs travaux les essais notamment :

- Essais à la plaque.
- Essais sur éprouvettes béton.
- Essais concernant les fondations.
- Essais sur la qualité des matériaux de parement.
- Essais des réseaux électriques de chantier.

Les essais complémentaires demandés par le Maître d'Oeuvre seront également à la charge des Entreprises si les résultats ne sont pas conformes aux prescriptions du marché.

Gestion de la qualité d'exécution des ouvrages :

- Chaque entreprise devra nommer une personne responsable de la vérification de la bonne mise en œuvre (autocontrôle).
- Pour cela, les entreprises devront la mise en place de fiches d'autocontrôle qui devront être remplies pour chaque tâche. Celles-ci seront stockées dans l'armoire du bungalow de chantier.
- Les contrôles de conformité s'entendent également au niveau de la coordination pour correspondance avec les autres corps d'état.

Formation du personnel :

- La formation du personnel exploitant le site devra être faite à l'issue de chaque phase.

00-5-4 Opération préalable à la réception (OPR)

Les OPR s'entendent essais réalisés et vérifications du contrôleur technique effectuées.

Le planning détaillé établi par l'OPC devra intégrer les délais particuliers et réalistes pour ces OPR.

Le début des OPR se fera uniquement avec des **ouvrages finis et nettoyés, autocontrôles des entreprises terminés.**

La mission du bureau de contrôle et de la maîtrise d'œuvre consiste aux contrôles sur chantier, aux OPR.

Après diffusion de la liste de réserves, les entreprises lèveront ces réserves conformément au planning exe, avec une obligation de communiquer au MOE, après l'autocontrôle effectué, un quitus de levée de réserves. En l'absence de quitus, la MOE ne lèvera pas les réserves et les entreprises seront pénalisées pour retard de levée de réserves (dérogation au CCAG Travaux).

Si les essais des OPR sont défavorables, les Entreprises doivent effectuer les travaux pour satisfaire aux exigences, le bureau de contrôle et la maîtrise d'œuvre effectuent une vérification finale. Si les essais donnent encore des résultats non satisfaisants les Entreprises prendront à leur charge les frais des essais ultérieurs.

00-5-5 Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE)

Lors des OPERATIONS PREALABLES A LA RECEPTION DES TRAVAUX, l'entreprise devra remettre ses DOSSIER D'OUVRAGES EXECUTES.

Ce dossier sera remis en 1 exemplaire papier + 1 exemplaire informatique complet (plans en format DWG, textes et fiches techniques en format PDF) et comprendra :

- Page de garde indiquant :
 - Dossier DOE
 - Date de production
 - Nom de l'opération
 - N° et titre du lot traité
- Un Sommaire détaillé reprenant les points non exhaustif ci-dessous énumérés :
 - Les plans de recollement des ouvrages exécutés
 - Les essais COPREC
 - Les certificats des traitements particuliers stipulés dans les CAHIERS DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES ou découlant de l'application des DOCUMENTS TECHNIQUES UNIFIES, traitement anticorrosion, traitement IFH des bois, traitement spécifiques COUPE FEU, etc..
 - Les notices techniques d'utilisation, d'entretien et de maintenance du matériel et de l'appareillage mis en œuvre
 - Les certificats de conformité des installations techniques mises en œuvre. Etc...
 - Les certificats de garantie particuliers inhérents à l'appareillage ou aux installations
 - Les certificats de traitement anticorrosion des métaux
 - Les certificats de traitement par galvanisation à chaud
 - Les certificats de traitement par laquage
 - Les plans de recollement des divers réseaux et leurs caractéristiques
 - Les Essais COPREC
 - Les PROCES VERBAUX d'essais en laboratoires pour les matériaux résistants au FEU
 - Les PROCES VERBAUX d'essais en laboratoires pour les ouvrages devant présenter des qualités acoustiques, thermique ou d'étanchéité
 - Les P.V de classement UPEC
 - Les P.V d'essais de réaction au feu
 - Les P.V d'essais de résistance au feu
 - Les P.V d'essais de performances thermiques
 - Les AVIS TECHNIQUES des matériaux mis en œuvre
 - Les copies des documents transmis au CONSUEL
- Les dossiers papiers et informatiques suivront l'architecture suivante :
 - 1 / Plans
 - 2 / Synoptiques
 - 3 / Notices techniques
 - 4 / Notes de calcul
 - 5 / Autocontrôle

Tous les dossiers des ouvrages exécutés (D.O.E) et les dossiers d'interventions ultérieures sur l'ouvrage (D.I.U.O) devront être respectivement remis par les entreprises à l'architecte et au coordonnateur SPS au plus tard 15 jours après la réception des travaux sous peine d'application des pénalités prévues dans le présent document.

Cette clause s'entend, également, pour les sous traitants ou co-traitants d'une entreprise.

00-6 CONDITIONS D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

00-6-1 Déroulement du chantier

Les travaux se dérouleront en milieu sécurisé. Les entreprises doivent prendre en considération dans leur offre globale et forfaitaire les contraintes de réalisation.

Les entreprises doivent avoir en permanence à l'esprit, la nécessité d'éviter le bruit et de gérer les contraintes d'accès aux site.

La gestion des clés sera assurée par l'entreprise du lot TERRASSEMENTS - VRD - ESPACES VERTS - GROS-OEUVRE - ENDUIT.

En outre, les consignes générales concernant les précautions à prendre seront affichées en permanence dans la base vie ainsi que sur le chantier.

Les conséquences financières sont intégrées dans le prix forfaitaire de chaque entreprise.

00-6-2 Installation de chantier

Les prescriptions qui suivent et qui n'ont pas un caractère exhaustif donnent les exigences minimales auxquelles devront répondre ces installations :

Les entreprises auront à leurs charges :

- Les dépenses décrites au Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses annexes, qui leurs sont imputées.
- Les dépenses décrites dans le Plan Général de Coordination de Sécurité et Protection de la Santé (P.G.C.S.P.S) qui lui sont imputées.
- L'ensemble des ouvrages de sécurité de chantier.
- Les Installations de chantier propres à chaque entreprise nécessaire à la bonne marche des travaux.
- Les précisions complémentaires indiquées dans les différents lots.

Les installations de chantier sont à définir par les entreprises pour l'exécution de leurs travaux en se référant aux exigences du PGC et du Code du Travail.

Les prescriptions qui suivent et qui n'ont pas un caractère exhaustif donnent les exigences minimales auxquelles devront répondre ces installations :

A) Branchements de chantier

L'entreprise du lot **TERRASSEMENTS - VRD - ESPACES VERTS - GROS-OEUVRE - ENDUIT** prendra toutes les dispositions pour que tous les branchements soient actifs dès le début de la phase d'installation de chantier (installation de la base de vie).

L'entreprise devra donc s'assurer au préalable (et ce avant la remise de son offre) que les prestataires pourront fournir les énergies nécessaires au bon déroulement des travaux. Dans le cas contraire, l'Entreprise devra fournir les énergies nécessaires par tous moyens appropriés dans le cadre du marché.

L'entreprise devra les branchements EU - EP - FT - TEL - EAU - ELEC ..., compris tranchées réseaux divers, lignes aériennes sur poteaux, traversées de voiries, rebouchages et reconstitutions y compris sur le domaine public et ce jusqu'au lieu du raccordement identifié par les concessionnaires quelle que soit la distance.

L'offre de l'entreprise doit tenir compte de toutes incidences relatives à l'ensemble des branchements.

Les raccordements sur les réseaux EU / EP / eau seront possibles. Mise en place de sous-compteur.

L'ensemble des branchements de chantier et des adaptations de ces derniers liées aux modifications d'implantation de la base de vie en fonction des différentes phases fonctionnelles est dû au marché.

De la même manière, est compris tout déplacement de l'ensemble des installations de chantier au gré des différentes phases fonctionnelles et phases de travaux en accord avec l'Architecte et le SPS.

Il sera mis en œuvre un système d'électrovanne pour l'eau, et une horloge pour l'électricité, de manière à couper l'approvisionnement en eau et électricité le soir et les week-ends.

Un comptage distinct des consommations de la base vie et du chantier, en eau et électricité, est à mettre en place et à relever de manière séparée.

Un relevé mensuel des consommations d'énergies et d'eau sera effectué par le corps d'état **TERRASSEMENTS - VRD - ESPACES VERTS - GROS-OEUVRE - ENDUIT**.

B) Échafaudage et Nacelles

Les entreprises devront la réalisation de plateformes stables y compris au droit des existants et des zones en travaux.

Les entreprises prendront à leur charge la définition des échafaudages (note de calcul) ainsi que les travaux de terrassements en pieds compris essais à la plaque en nombre suffisant pour validation par un bureau de contrôle.

Sur la présente opération, chaque entreprise doit son propre échafaudage ou nacelles.

C) Prescriptions concernant le bruit

En règle générale, il faudra veiller à concentrer dans le temps les activités bruyantes (livraisons et activités de chantier) afin de réduire leurs durées globales.

Les entreprises seront tenues d'utiliser des procédés et des machines réduisant le bruit. La réglementation du 18 avril 1995 - décret 95-408 sera appliquée. Le niveau sonore résultant de l'activité du chantier devra être maîtrisé au maximum. Pour parvenir à cet objectif, les entreprises utiliseront les moyens suivants :

- Coffrages vissés, banches équipées d'écrous à serrer : le serrage des banches s'effectuera à la clef à douille et non au marteau,
- Matériel de chantier agréé CEE (mars 1986) et France (avril 1972), capotage à prévoir dans certains cas, Niveau sonore maximal du matériel : 85 dB(A) à 10 m de l'engin,
- Niveau maximal de bruit aux alentours du chantier : 85 dB(A),
- Dispositifs anti-vibratiles pour les outils et les machines,
- Choix judicieux de la position de la centrale à béton le cas échéant,
- Réservations bien positionnées et communiquées suffisamment tôt, évitant de perforer le béton,
- Mise à disposition des travailleurs des protections individuelles adéquates,
- Respect des plages horaires de livraison définies,
- Respect des horaires de travail défini,
- Respect des zones de circulation, des stationnements,
- Extinction des moteurs des véhicules en stationnement,
- Gestion des livraisons afin que les véhicules ne stationnent pas en dehors du chantier,
- Utilisation des talkies walkies afin d'éviter les cris intempestifs.

La réglementation sera susceptible d'être appliquée par les agents municipaux si des plaintes sont déposées (décret du 18 avril 1995).

Les entreprises devront fournir avant le démarrage du chantier les certificats de mesure de bruit des engins et véhicules de chantier qu'elles utiliseront. Les termes de l'arrêté du 11 avril 1972 devront être respectés.

D) prescriptions concernant les pollutions

Hydrocarbures

L'alimentation des engins en carburant se fait sur une aire protégée : l'opérateur dispose de produits résorbeurs afin de circonscrire immédiatement toute fuite.

En dehors de l'opération de ravitaillement, aucun fût ne stationne hors des zones de stockage qui seront munies de bacs de rétention d'un volume suffisant pour éviter tout débordement. Les vidanges se font sur une zone munie d'un bac de rétention suffisant, et seront réalisées de préférence en atelier.

Matières dangereuses et polluantes

Les entreprises devront avoir à leur disposition sur le chantier les Fiches de Sécurité (FDS) des produits dangereux relatifs à leur lot, dans le respect des réglementations en vigueur (REACH, etc.).

En cas de risque de rejet de substances dangereuses, prévoir des zones de stockage adaptées aux diverses pollutions, et faisant l'objet d'une signalétique spécifique, ainsi que les dispositions permettant une isolation du sol et une récupération des éventuels rejets.

Tous les produits contenant des COV (Composés Organiques Volatils) doivent afficher leurs teneurs (décret n°2006-623). Ils seront stockés dans un endroit protégé, interdisant toute contamination de l'environnement (sol étanche, ventilation du local, récipients fermés). En particulier, les huiles de décoffrage seront stockées sur bac de rétention, à l'abri des intempéries (type sécatol)

Traitement des effluents

Les eaux sanitaires ne doivent pas être relâchées dans l'environnement : le bon fonctionnement des installations sanitaires du cantonnement sera donc contrôlé régulièrement. Les eaux de ruissellement et les eaux usées seront canalisées vers le réseau d'assainissement.

Toute pollution accidentelle sur le site devra être signalée au Maître d'ouvrage dès son identification, afin de prendre au plus vite les mesures correctives appropriées.

Pollution atmosphérique

On privilégiera l'utilisation de matériels électriques plutôt que thermiques (marteaux piqueurs...).

Laitance des bétons

Les eaux de lavage de béton (bennes, goulottes,...) seront récupérées dans des bennes spécialement dédiées, filtrées, décantées et recyclées pour le lavage. Elles seront ensuite évacuées vers un ICPE (fabricant de béton par exemple) ; les bordereaux d'enlèvement de ces eaux seront tenues à disposition de la MOE.

Dans le cas d'une fabrication hors site, les citernes seront nettoyées sur le site de fabrication.

Tout rejet des laitances dans le milieu extérieur est strictement proscriit, même après filtration et décantation

L'entreprise devra confirmer dans son contrat cette clause avec le fabricant du béton.

E) Sécurité et hygiène

La sécurité et l'hygiène des personnes travaillant sur le chantier devront être assurées en se référant aux exigences du PGC et du Code du Travail.

Notamment il sera prévu :

- Réalisation des protections et signalisations communes de sécurité à usage du personnel des entreprises et à l'usage des tiers.
- Les clôtures de chantier de type HERAS de 2,00 m de hauteur

F) Stationnement sur site

Seuls les véhicules de livraison et engins de chantier seront autorisés à pénétrer dans l'enceinte du site pour les livraisons et la réalisation des travaux.

G) Panneaux de chantier

Réalisation à la charge du corps d'état **TERRASSEMENTS - VRD - ESPACES VERTS - GROS-OEUVRE - ENDUIT**. : fourniture et pose

00-6-3 Fermeture de chantier

L'ouverture et la fermeture du chantier sont de la responsabilité du lot **TERRASSEMENTS - VRD - ESPACES VERTS - GROS-OEUVRE - ENDUIT** et ce pour toute la durée du chantier.

L'entreprise gère la distribution des clés d'accès au chantier (portails de clôture, portes provisoires) auprès de toutes les entreprises.

Une prestation supplémentaire devra être assurée par le présent lot : la fermeture du chantier, suivant prescriptions ci-après :

La fermeture du chantier chaque soir, sera assurée à une heure prédéfinie entre les entreprises intervenants sur le site. Cette fermeture du chantier s'accompagnera des vérifications suivantes :

- Fermeture des menuiseries et portes, lorsque celles-ci seront posées.
- Extinction des installations électriques.
- Fermeture des réseaux d'adduction d'eau.
- Vérification que les clôtures sont bien en place, et le cas échéant remise en place des panneaux de clôture.
- Fermeture et bouclage des portails d'accès.

Cette mission devra être confiée à un intervenant extérieur spécialisé, avec un contrat définissant le contenu détaillé de la mission, sous le contrôle du maître d'œuvre.

Par ailleurs, le Maître de l'ouvrage et la Maîtrise d'œuvre se réservent le droit de faire intervenir une société de gardiennage extérieure aux frais de l'ensemble des entreprises du chantier, s'il était constaté en dehors des heures d'ouverture du chantier, que la sécurité de celui-ci est incorrectement assurée : clôture mal fermée, portails non clos, etc ..

00-6-4 Fluides - Accès chantier

Les fluides nécessaires (eau, électricité, téléphone, EU/EV, EP), ainsi que les sanitaires de chantier, bureau de chantier, etc... seront mis en œuvre suivant article du CCAP.

Les accès du chantier aux différents engins ou véhicules, les voies, voiries, trottoirs, espaces verts et surfaces réservées aux zones communes et stockage de chantier seront maintenus en état pendant toute la durée du chantier, et remis dans leur état initial pour la réception des travaux.

L'entreprise devra être en capacité de fournir au maître d'ouvrage un état des lieux original certifié par un constat d'huissier (prestation à sa charge) en cas de litige ou de désaccord sur les dégradations constatées. Seul ce document pourra faire foi de l'état initial des lieux.

00-6-5 Prise de côtes

Chaque Entrepreneur reprendra, sur place, les cotes de ses ouvrages et sous sa responsabilité.

Sauf les dessins à grandeur d'exécution, aucune cote ne devra être prise à l'échelle.

Chaque Entrepreneur fera préciser, au Maître d'Oeuvre, les cotes qui lui feront défaut.

00-6-6 Manutention

Grue Mobile :

En cas d'utilisation de grue mobile, en plus de la grue à tour, une procédure sera soumise au coordonnateur par l'entreprise pour les risques d'interférences.

Prêt de grue :

Le prêt de grue fera l'objet d'une convention préalable entre l'entreprise de Gros-oeuvre et les autres corps d'état.

La grue devra rester un mois après la fin des travaux de Gros-oeuvre pour approvisionner les autres corps d'état.

Nacelle - Plate-forme élévatrice :

Les plates-formes élévatrices mobiles de personnel répondront au minimum aux recommandations CNAM suivantes:

- R 212 élévateur de personnel sur véhicules porteur
- R302 aptitude à la conduite des élévateurs de nacelle
- R257 Utilisation d'élévateur de personnel à nacelle sur porteur.

Les nacelles seront choisies en fonction du travail à effectuer et en tenant compte de la limitation de circulation sur le terrain.

Réalisé par : Toutes les entreprises

A la charge de : Toutes les entreprises

MOYENS DE MANUTENTION PROPRES AUX ENTREPRISES

Les entreprises devront prendre les mesures nécessaires pour limiter au maximum le recours aux manutentions manuelles.

Chaque entreprise devra définir les moyens nécessaires à la mécanisation des manutentions horizontales.

Les manutentions verticales devront être organisées de telle sorte que les moyens mis à la disposition de l'organisation générale du chantier soient utilisés.

VERIFICATION DES APPAREILS DE LEVAGE ET ELEVATEURS DU PERSONNEL

L'ensemble des appareils devra être vérifié conformément aux textes en vigueur préalablement à leur mise en service sur le chantier.

Les rapports de vérification devront être communiqués au coordonnateur de manière systématique.

Les salariés chargés de la conduite des engins de levage, des engins ou des élévateurs du personnel devront être détenteur d'une autorisation nominative délivrée par le chef d'entreprise. Cette autorisation sera communiquée au Coordonnateur SPS.

00-6-7 Approvisionnement

Lors de l'approvisionnement de ces matériaux sur le chantier, l'entreprise devra prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter toute dégradation des ouvrages des autres corps d'état, notamment des huisseries et menuiseries.

Les entreprises devront se rendre obligatoirement sur le site pour apprécier pleinement les possibilités et les conditions d'approvisionnement de leur chantier, comprenant :

Les matériaux seront soigneusement stockés et protégés, notamment des intempéries.

Il sera également prévu à la charge de chaque entreprise pour ses travaux :

- la gestion des accès, les aires de déchargement et de stockage.
- tous frais d'approche, de déplacements, de stationnement, de régulation de la circulation, de stockage sur voie publique ou

privée et mise en place de protections pendant les travaux.

- l'amenée et le repli de tout le matériel et des matériaux à pied d'œuvre nécessaire à la réalisation des ouvrages demandés (nacelles, échafaudage...).
- les difficultés d'approvisionnement dues à la position du projet dans son environnement.
- le respect des horaires de chantier imposés.
- tous frais de mise en décharge des gravats compris transport et droits de décharge.
- tous frais de démontage nettoyage et le repliement des installations de chantier.

Y compris toutes les sujétions, démarches, plus value, matériels et organisation spécifique au chantier et son environnement.

00-6-8 Protection de la santé

Chaque entrepreneur de chaque lot doit prévoir dans son prix forfaitaire toutes les prestations et ouvrages annexes nécessaires en matière de sécurité et de protection de la santé, conformément à la loi n° 93-1418 du 31/12/1993 aux décrets d'application n° 94-1159 du 26/12/1994, 95-543 du 04/05/1995 et aux lettres ministérielles de documentations et informations complémentaires ultérieures parues au Journal Officiel.

Les entrepreneurs auront à établir et à respecter un plan particulier de sécurité et protection de la santé (PPSPS).

Afin d'assurer la sécurité des personnes, des matériels et des ouvrages, l'entrepreneur mettra en œuvre les protections telles que clôtures, barrières, blindage de retenue de terre, signalisations, tunnel, filet de sécurité etc...

Ils installeront les chemins de planches, ponts provisoires pour permettre les accès, mât ou système de supportage, etc...

00-6-9 Protection des ouvrages

L'entrepreneur est responsable jusqu'à la réception des ouvrages de tous les dégâts qu'il pourrait occasionner sur ses ouvrages, les ouvrages des autres corps d'état ou les ouvrages mitoyens neufs ou existants.

Dégâts qui pourraient survenir soit de son fait, soit de celui de son personnel ou des intempéries.

La remise en état serait alors à sa charge et à ses frais et ceci sans délai d'exécution complémentaire.

Pour palier à ces inconvénients, il lui appartient donc de prendre toutes précautions utiles :

- Protections, bâchages, soutènements, étalement, confortement etc...
- Protection contre le vol, l'incendie, l'inondation,
- Clôtures, filets, container, système de sécurité,
- Signalisations diverses,

Qui sont implicitement contenues dans sa proposition.

Il assurera directement ou par l'intermédiaire d'un responsable compétent une surveillance sérieuse de son chantier.

Tous les matériaux sensibles aux agents atmosphériques seront stockés à l'abri des intempéries, de l'humidité, du soleil. Tout élément ayant subi des détériorations ou des phénomènes incompatibles à sa mise en œuvre devra être immédiatement évacué du chantier.

Tous les ouvrages seront soigneusement protégés en cours de chantier, et en particulier les seuils, bandeaux, appuis et ouvrages similaires qui risquent des épaufrures.

Les matériaux et matériels dangereux (incendie explosion etc..) devront faire l'objet d'un plan de stockage agréé par le SPS et l'architecte (local séparé).

Les surfaces finies d'ouvrages métalliques, les surfaces laquées, anodisées, etc. seront mises en œuvre et protégées par des bandes adhésives, des vernis solubles ou autres pouvant être enlevés facilement en fin de travaux.

00-6-10 Réception des supports des différents ouvrages

La réception des supports doit être effectuée contradictoirement par les entrepreneurs intéressés et la maîtrise d'œuvre.

Aucun revêtement (horizontal ou vertical) ne doit être exécuté sur un support jugé défectueux par l'Entrepreneur chargé du revêtement.

Les observations doivent être signifiées par un écrit au Maître d'œuvre et en même temps à l'entreprise ayant construit le support, afin que celle-ci puisse remédier en temps utile aux défauts constatés.

A défaut de ces observations par écrit, l'exécution totale ou partielle d'un revêtement comporte implicitement l'acceptation

définitive et sans réserve du support par l'Entrepreneur chargé du revêtement.

A défaut, l'entrepreneur est réputé avoir accepté les supports et ouvrages sans réserve. Notamment, il devra vérifier que les ouvrages réalisés (structure, câblerie, tuyauterie, châssis, réservations etc...) permettent la pose et l'exécution de ces travaux aux côtes prescrites aux plans.

00-6-11 Tolérances

Les tolérances admissibles pour la réalisation des ouvrages devront respecter les règles suivantes :

Tolérances dimensionnelles :

Elles devront satisfaire aux conditions établies dans les documents suivants :

- "Tolérances dimensionnelles du Gros-Oeuvre des bâtiments traditionnels et assimilés" établies par l'UTI (Annales n° 357 du Juin 1977) (Par convention, les stipulations de ce document sont étendues mutatis mutandis à l'ensemble des ouvrages extérieurs et intérieurs d'aménagement et d'équipement des bâtiments).
- "Normes AFNOR PO 1 - 101 de juillet 1964" dimensions de coordination des ouvrages et éléments de construction.
- DTU et recommandations professionnelles mentionnées dans les divers CCTP.

Le non respect des tolérances peut entraîner deux conséquences :

- Des incidences financières sur les corps d'état de manière à respecter néanmoins la qualité finale du produit : le litige se règle dans ce cas, directement entre corps d'état avec arbitrage éventuel du Maître d'œuvre
- Des défauts qui ne peuvent être rattrapés par les autres corps d'état ; dans ce cas, après avis du Maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre peut demander soit la démolition et la réfection de la partie d'ouvrage incriminé, ces travaux étant à la charge des entreprises responsables, soit accepter de ces mêmes entreprises un dédommagement justifié.

État des surfaces :

Ce sont, sauf dispositions contraires, celles définies dans les DTU 59.1 - TRAVAUX DE PEINTURAGE.

Chapitre III : subjectile pour les ouvrages à peindre ou restant non peints.

Chapitre IV - article IV : classement d'aspect pour les ouvrages peints.

Prise en charge des supports :

Une entreprise ne doit pas prendre en charge un support pour la réalisation des travaux dont elle a la charge avant de s'être assurée que ce support lui permette la réalisation de ses travaux conformément à leur objet technique et esthétique tel qu'il est défini dans le dossier.

Elle doit en l'occurrence réceptionner contradictoirement le support avec l'entreprise qui l'a réalisé et, en cas d'aptitude à l'emploi (en particulier non respect des tolérances), le support devra être mis en conformité aux frais de l'entreprise responsable, l'arbitrage du Maître d'œuvre pouvant, le cas échéant, être recherché.

Faute à l'Entrepreneur de susciter cette réception, sa responsabilité sera recherchée en cas de non conformité du produit fini.

00-6-12 Essais et contrôles des ouvrages

Les essais et contrôle des **ouvrages traditionnels** stipulés dans les DTU, normes AFNOR, documents techniques auxquels il est fait référence dans le CCTP, sont demandés par le Maître d'œuvre, et à la charge de l'Entrepreneur qui réalise l'ouvrage.

Tous les ouvrages et éléments d'ouvrages **non traditionnels** au sens administratif et des assurances devront avoir fait l'objet d'un avis technique du CSTB et avoir été accepté par la Commission Technique de l'Assurance.

Les ouvrages devront être réalisés conformément aux prescriptions et conditions de validité de l'avis technique et des documents qui y sont annexés (en particulier cahier des prescriptions techniques).

Ils devront, en outre, respecter les conditions spéciales et limites d'utilisation formulées par la Commission Technique de l'Assurance.

Toute dérogation à ces dispositions devra faire l'objet d'un accord écrit du Maître d'ouvrage et du Maître d'œuvre.

Il pourra être demandé :

- La fourniture de procès verbaux d'essais significatifs
- La réalisation d'essais, contrôles, épreuves justifiant l'aptitude à l'emploi de l'ouvrage

Ces essais sont à la charge de l'Entrepreneur.

00-6-13 Contrôle et essais des matériaux

L'Entrepreneur est tenu de fournir, à ses frais, tous les échantillons de matériaux en vue des essais imposés par le CCTP ou prévus par le Cahier des Clauses Techniques (DTU).

00-6-14 Contrôle technique des ouvrages (COPREC)

L'entreprise à l'obligation de réaliser le contrôle et les essais des installations de son forfait y compris les contrôles et essais sur les matériaux et les fournitures les composant.

Ces essais seront réalisés conformément aux dispositions figurant dans le document technique COPREC.

En outre, il est précisé que le BUREAU DE CONTROLE peut réaliser, dans le cadre de sa mission, des essais sur les installations, l'entreprise devra assister le bureau de contrôle chargé des essais et réaliser, à ses frais, les adaptations nécessaires sur ses installations pour permettre le déroulement des essais.

Pour les performances exigées dans le CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES, degrés coupe feu, stabilité au feu, classement d'étanchéité, isolation phonique et thermique, etc... l'entreprise devra remettre au bureau de contrôle et à l'architecte, avant toute mise en œuvre, les procès verbaux des essais réalisés en laboratoires agréés attestant de ces performances.

L'exécution des essais et vérifications repris ci-dessus ne dispense pas les entreprises d'effectuer les autres essais et vérifications que leur incombent dans la réglementation en vigueur et les clauses du marché.

La totalité des frais incombant aux essais est à la charge de l'entrepreneur, il est rappelé que ce dernier a une obligation de résultat vis à vis des essais satisfaisants au regard des performances demandées dans les CAHIERS DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES des travaux ou découlant de l'application des textes législatifs ou normatifs.

Ces prestations intéressent les corps d'état suivants :

Corps d'états	Documents
Electricité, Télévision (distribution collective d'Antenne de Télévision)	Document A.T
Chauffage	Document C.H.
Electricité (installation électrique)	Document L.E.
Plomberie (fluides spéciaux)	Document F.S.
Plomberie	Document P.B.
Electricité (portiers électroniques)	Document P.E.
Plomberie (réseau d'alimentation en eau)	Document R.A.
Gros oeuvre (réseau d'évacuation)	Document R.E.
V.M.C. (Ventilation Mécanique Contrôlée)	Document V.M.

Inclure essais dito ci-avant sur :

- Conditionnement d'air
- Porte et portails automatique pour véhicules

Note :

Indépendamment des essais COPREC, tous les organes relatifs à la sécurité, exemple: désenfumage, colonnes sèches, blocs de sécurité, devront obligatoirement être essayés lors de la visite de réception et le résultat consigné sur le Procès-Verbal.

"La production des Procès-verbaux d'essais "COPREC" ou fiches "AQC" entre autres est indispensable au règlement de la dernière situation de travaux".

Le Maître d'oeuvre peut demander pour l'ensemble des LOTS tous essais et procéder à tous contrôles, aux frais des entrepreneurs, lorsqu'il le juge utile à la vérification de la bonne exécution et de la qualité des ouvrages, en vue de la réception de ceux-ci.

00-7 NETTOYAGE ET GESTION DES DECHETS DE CHANTIER

00-7-1 Nettoyage

Tous les bâtiments et les terrains, propriétés du Maître d'Ouvrage, seront livrés en parfait état de propreté.

Plusieurs types de nettoyage sont à distinguer :

1er type : nettoyage journalier par chaque entreprise

- En application du Code du Travail, chaque entreprise devra continuellement tenir propres les zones de travail, et devra, en conséquence, évacuer ses propres gravois et déchets dans les bennes ou containers.
- Les emballages, cartons, voiles polyane, etc... devront systématiquement être évacués tous les soirs.
- Ce nettoyage sera réalisé journellement par chaque entreprise dans la zone où elle intervient.
- Chaque entreprise reste responsable de son poste de travail.
- En cas de défaillance constatée, les retenues prévues au CCAP s'appliqueront aux entreprises travaillant dans la zone sans préavis par simple constatation de l'OPC d'un défaut de propreté.

2ème type : le nettoyage général du chantier

- C'est un nettoyage au moins hebdomadaire demandé par l'OPC au titulaire de chaque LOT.
- Ce nettoyage sera réalisé dans chaque zone pendant toute la durée du chantier.

Nota :

- Pour ces deux premiers types de nettoyage s'il y avait défaillance d'une entreprise un constat serait fait et ordre d'exécution serait donné par la Maîtrise d'œuvre à une entreprise spécialisée dans les 24 heures qui suivraient ce constat.
- Cette procédure devant être tout à fait exceptionnelle, elle sera assortie de pénalités.
- Cette prestation sera à la charge de ou des entreprises défaillantes.

3ème type : Le nettoyage de fin de construction

- Ce nettoyage sera réalisé par le corps d'état du lot CARRELAGES - NETTOYAGE, en 2 sessions (avant OPR et à la livraison)
- Il sera réalisé pendant la période des Opérations Préalables à la Réception avant le passage de la Maîtrise d'œuvre dans la zone concernée et en accord avec le calendrier de réception.
- Il sera repris suite aux demandes éventuelles de la Maîtrise d'œuvre à la fin des Opérations préalables pour la Réception dans la zone concernée.
- Cette opération pourra être répétée autant de fois qu'il le faudra afin de livrer au client un ouvrage parfaitement propre.

Nota :

- Dans le cas où le nettoyage de chantier ne s'avérerait pas satisfaisant, un nettoyage complémentaire sera initié par l'OPC, Maître d'œuvre et maîtrise d'ouvrage aux frais des entreprises intervenant dans cette zone, au prorata du montant de leur marché dans cette zone.

00-7-2 Gestion des déchets de chantier

Toutes les entreprises doivent prendre en compte la gestion des déchets de chantier et gérer leurs propres déchets.

REMARQUES SUR LE DOSSIER DE CONSULTATION

Réserves, remarques et informations complémentaires sur le dossier et/ou votre offre :

[illegible]

Tampon de l'entreprise :

Merci de compléter cette fiche et de l'agrafer à votre devis, afin de garantir une analyse plus précise de votre offre.

Par défaut, la mention "NEANT" sera appliquée si vous n'avez aucune remarque à apporter.

FIN DE CCTP